

**AGENCE MONETAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE
2007 – LIBERIA***

Freetown, juillet 2008

Outre les efforts visant à consolider la paix et la sécurité, en 2007, la politique économique du Liberia a visé essentiellement à assurer la relance du secteur réel, réduire le niveau de pauvreté et le chômage généralisé, et assurer la stabilité des prix et du taux de change. A cet égard, les autorités ont mis l'accent sur les objectifs suivants dans leur programme macroéconomique 2007 : assurer un taux de croissance du PIB réel de 8,5%, un taux d'inflation en glissement annuel de 5%, un solde budgétaire global de 0,0 % du PIB et des réserves extérieures brutes finançant au mois 1 mois d'importations.

Sous l'effet des activités des bailleurs de fonds et suite à la levée des sanctions sur les exportations de diamant et de bois, l'économie a continué de se redresser de manière sensible. Les indicateurs macroéconomiques ont présenté des signes d'amélioration. L'inflation a augmenté légèrement, passant de 8,9 % à fin 2006 à 11,7 %, tandis que le taux de change s'est stabilisé, reculant d'environ 4,8 %, par rapport au dollar des Etats-Unis, en 2007. Les taux d'intérêt n'ont enregistré aucun changement majeur pendant l'année considérée.

1 Analyse sectorielle

1.1 Secteur réel

Le produit intérieur brut (PIB) aurait crû au rythme de 9,4 % en termes réels, passant de 433,2 millions de \$ EU en 2006 à 473,9 millions de \$ EU, sous l'effet des secteurs de l'agriculture et des services. La croissance dans le secteur agricole a été induite essentiellement par les investissements dans le secteur du caoutchouc, les conditions climatiques favorables, l'assistance des bailleurs de fonds aux petits agriculteurs et l'amélioration de l'environnement sécuritaire. Quant au développement du secteur des services, il repose essentiellement sur les activités dans les secteurs du commerce, des hôtels et restaurants, ainsi que sur le transport et les communications.

Les institutions financières ont apporté une contribution significative à la croissance de l'économie libérienne. Le crédit total des banques commerciales a crû, passant de 2 690 millions de \$ L en 2006 à 4 342,04 millions de \$ L en 2007, tirant parti essentiellement des activités dans les secteurs du commerce, des hôtels et restaurants, du bâtiment, de l'agriculture, du transport et des communications.

La relance du secteur minier s'est poursuivie au cours de l'année ; des politiques de réglementation ont été mises en place, ce qui a permis au Liberia de se conformer aux Normes de Kimberly ; un accord de concession de minerai de fer a été signé entre le Gouvernement du Liberia et Acelor Mittal Steel ; un appel d'offres a été lancé pour les Projets de Western Cluster Iron et de Bong Range Iron Ore et des Accords de mise en valeur des mines (AMVM) ont été renouvelés et signés entre le Gouvernement et différentes sociétés minières. Au total, 21 700 carats de diamants, d'une valeur de 2,7 millions de \$ EU, ont été exploités pendant l'année, tandis que la production d'or, évaluée à environ 5,5 millions de \$ EU a augmenté, passant de 304 onces en 2006 à 10 014 onces en 2007.

Au cours de l'année, le secteur manufacturier a progressé, passant de 55,5 millions de \$ EU en 2006 à 60,7 millions de \$ EU (voir tableau), tout en maintenant sa part de 12,8 % dans le PIB total en 2007. Il convient de souligner que le potentiel du secteur est sous-exploité, en raison essentiellement de l'insuffisance de la capacité de production d'énergie électrique publique, du faible niveau des investissements et du coût élevé des matières premières importées, ainsi que de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

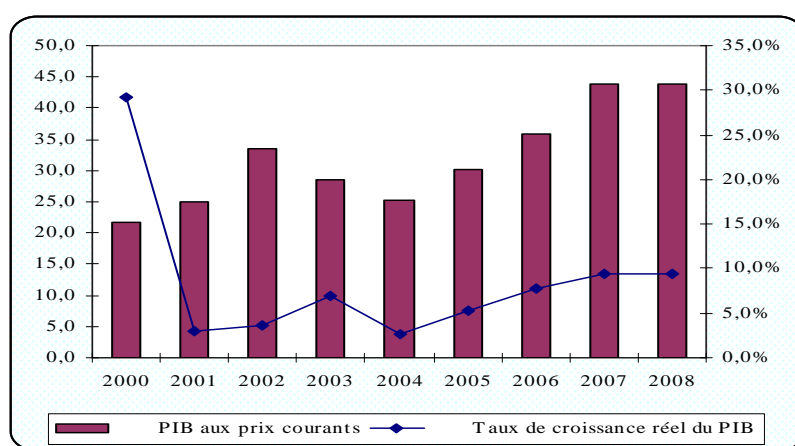
La production de caoutchouc a grimpé de 41 667 tonnes (44,5%), passant d'environ 93 533 tonnes en 2006 à 135 200 tonnes en 2007. Ceci s'explique, en partie, par une bonne pluviométrie, la fin de l'occupation illégale des plantations de caoutchouc par les anciens combattants et la reprise de la pleine production des plantations de caoutchouc réhabilitées.

La production de cacao, au cours de l'année, a augmenté, passant à 21 126 tonnes en 2007, contre 1107 tonnes en 2006. La réinstallation progressive des cacaoculteurs déplacés dans leurs villages d'origine explique, pour l'essentiel, l'accroissement de la production.

Bien que les sanctions des Nations Unies sur les exportations de bois aient été levées, l'exploitation réelle à grande échelle n'a pas encore commencé, reflétant le retard accusé par le Gouvernement pour l'élaboration des directives relatives à la réglementation de l'exploitation du bois et des activités connexes.

La production de ciment a progressé, passant à 157 200 tonnes pendant l'année, contre 135 486 tonnes en 2006. L'augmentation de 16 % de la production s'explique par l'accroissement de la demande intérieure, induit par les activités de reconstruction dans le pays. La production de boissons a grimpé de 15 %, passant de 17,3 millions de litres en 2006 à 19,9 millions de litres en 2007.

Graphique 3.57 : Evolution du PIB courant et du taux de croissance réel



Sources : CBL et FMI

En 2007, le taux d'inflation s'est établi, en moyenne, à 11,4 %. A fin décembre 2007, il était de 11,7%. En dehors des aliments et boissons non alcoolisées, le taux était de 6 %. Les poussées inflationnistes étaient élevées, essentiellement, pour les denrées alimentaires locales, l'habillement, l'eau, le loyer et le transport. Les prix des denrées alimentaires locales ont crû, en moyenne, au rythme de 25,8 %, au cours de l'année, représentant plus de 4,2 % du taux d'inflation global moyen. L'augmentation des prix des denrées alimentaires s'explique par l'envolée des cours des produits pétroliers sur le marché international, entraînant une hausse des coûts de transport.

La situation de l'inflation au Liberia était induite, pour l'essentiel, par des facteurs structurels, notamment la précarité de l'infrastructure, la pénurie d'intrants agricoles, la concentration de certains agriculteurs dans le secteur de l'exploitation minière. Quoique l'évolution du taux de change ait eu une incidence directe sur l'inflation, les données de l'année 2007 montrent que, bien que l'évolution trimestrielle du taux de change ait affiché une légère tendance à la hausse, le taux de change trimestriel de l'inflation était en baisse. Le taux trimestriel moyen de dépréciation de la monnaie nationale était de 6,6 %, tandis que l'évolution trimestrielle moyenne de l'inflation a accusé une baisse de 6,2 % au cours de la même période. Cette évolution témoigne de l'importance de la vente aux enchères de devises effectuée régulièrement par la CBL afin de stabiliser le taux de change.

L'afflux de populations, revenant essentiellement des pays voisins a également exercé des pressions considérables sur la demande de logements, augmentant ainsi le coût du loyer. L'augmentation des coûts des matériaux de construction, notamment le ciment, la peinture, le bois, explique également cette augmentation du loyer.

La santé et les communications ont enregistré des baisses de l'ordre de 0,64 % et de 4,81 %, respectivement. La baisse dans le secteur de la santé s'explique par la gratuité des services médicaux fournis aux patients et par les dons de médicaments par des organisations non gouvernementales internationales (ONGI) du secteur de la santé. La concurrence dans l'industrie de la communication, en particulier dans le secteur de la téléphonie cellulaire, a contribué à réduire considérablement le coût des communications.

1.2 Finances publiques

Le Gouvernement du Liberia a pris des mesures appropriées en vue d'améliorer la politique budgétaire en renforçant la collecte des recettes, l'objectif étant de porter le ratio recettes totales/PIB au-dessus de l'objectif minimum de 15 %. Pour ce faire, les autorités ont demandé l'assistance technique du FMI afin de mettre en œuvre des réformes de la politique fiscale. Les mesures concernant le volet recettes comprenaient l'élargissement de l'assiette fiscale du pays, la mise en place de mécanismes d'audit et de contrôle, l'élimination des impayés exorbitants au titre des impôts et la rationalisation de la liste des exonérations fiscales. En ce qui concerne les dépenses, les autorités ont introduit des mesures visant à renforcer les procédures de gestion de la trésorerie/budgétisation, assurer la discipline financière et la transparence. Elles se sont efforcées également à apurer les arriérés de salaires dans la fonction publique.

L'engagement des autorités à l'égard des mesures susmentionnées s'est traduit par une amélioration sensible de la situation budgétaire. Le solde global s'est amélioré, passant d'un déficit de 0,7 % du PIB à un excédent de 2,5 %, par rapport à l'objet de budget de trésorerie équilibré prévu au cours de l'année.

L'amélioration relative de la politique budgétaire s'explique par le renforcement de l'efficacité opérationnelle des institutions de recouvrement des recettes. Les recettes fiscales, comprenant essentiellement l'impôt sur le revenu et les droits d'accise, ont augmenté considérablement de 70,1 % en 2006, contre une amélioration modeste de 0,4 % enregistrée l'année précédente. Les dépenses totales ont crû de 22,6 %, contre 11,7 % en 2005. Les dépenses renouvelables, qui représentaient 96 % des dépenses totales, ont également progressé de 23,9 % en 2006. Cependant, le niveau des dépenses en capital a baissé au cours de la période 2005-06, passant de 617,8 millions de \$ EU à 203,6 millions de \$ EU.

La masse salariale qui avait grimpé en 2004, suite à la reprise des paiements de salaires aux fonctionnaires, s'est ralenti au cours de la période considérée. En fait, les salaires et émoluments ont enregistré un léger recul de 8,6 %, passant de 46,5 % des dépenses renouvelables à 35,8 %. Cette évolution a eu un impact favorable sur les dépenses liées aux biens et services (y compris l'éducation et la santé) qui ont progressé de 60,6 %, représentant 36,1 % des dépenses renouvelables. Les paiements d'intérêts ont également crû légèrement de 2,3 %.

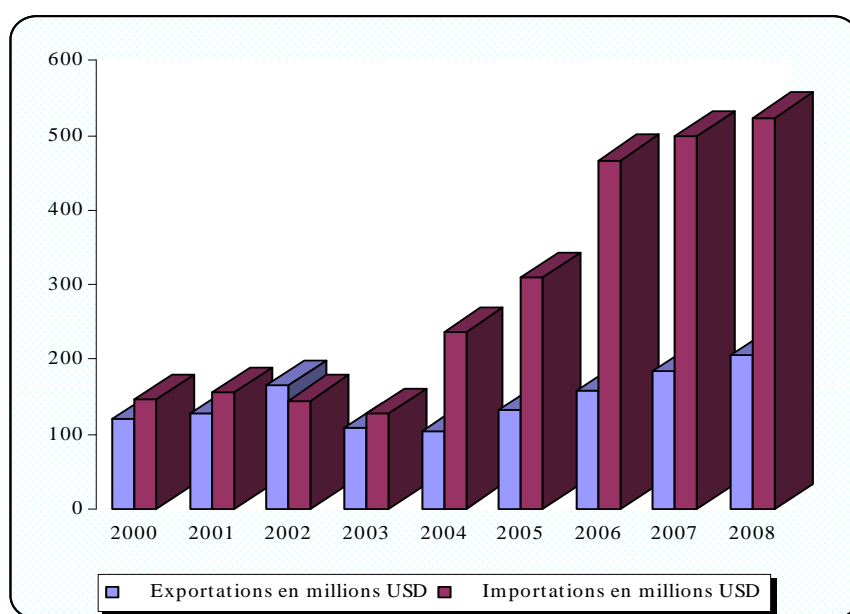
En 2007, les opérations budgétaires se sont traduites par des besoins d'emprunt de 933,6 millions de \$ L financés essentiellement par des sources internes en dehors du secteur bancaire et du secteur privé non bancaire, en particulier par les recettes internes accumulées pendant l'année. Il convient de souligner que la Banque centrale du Liberia n'a pas encore introduit les bons du Trésor en vue de faciliter les emprunts au nom de l'Etat.

1.3 Secteur extérieur

Les contraintes de la balance des paiements ont continué à s'aggraver en 2007, car le solde du déficit global a crû de 3,8 %, s'établissant à 133 millions de \$ EU, représentant 18,8 % du PIB, contre 21,7 % en 2006. La tendance à la baisse du compte extérieur était induite par l'accroissement de la demande d'importations.

Le solde du déficit du compte courant a baissé, passant de 37,29 % du PIB à 34,83 %. Cette évolution s'explique par l'évolution de la balance commerciale, dont le déficit a reculé, passant de 49 % du PIB en 2006 à 46,7 % au cours de la période sous revue. Les exportations se sont accrues, passant de 158 millions de \$ EU en 2006 à 227 millions de \$ EU, soit une augmentation de 43,7 % due à la levée de l'interdiction sur les exportations de bois. Par ailleurs, les importations ont progressé de 21,4 %, en raison des augmentations considérables des factures de produits pétroliers et non pétroliers.

Graphique 3.58 : Evolution des exportations et importations



Sources : CBL et FMI

Le solde du compte de capital et financier s'est légèrement amélioré, en dépit des sorties massives au titre du financement privé des crédits commerciaux. Ce compte a augmenté, passant de 96 millions de \$ EU en 2006 à 117 millions de \$ EU, soit une augmentation de 21,87 %. Les investissements directs étrangers ont grimpé, passant de 6 millions de \$ EU à 120 millions de \$ EU. En outre, le pays a reçu de la part de ses partenaires au développement des prêts concessionnels. Par conséquent, la position de change de la Banque centrale du Liberia, qui comprend essentiellement des billets de banque en devises et des soldes de dépôt auprès des banques correspondantes, s'est améliorée, passant de 1 mois de couverture des importations à 1,5 mois à la fin de 2007. Cependant, les avoirs et le passif extérieur nets du système bancaire sont demeurés déficitaires. En dépit des contraintes liées au compte extérieur, la monnaie nationale est demeurée relativement stable, par rapport au dollar EU, car elle s'est dépréciée de 3,5 % et 4,8 % en 2006 et 2007, respectivement.

L'encours de la dette extérieure du pays a baissé, passant de 5 032 millions de \$ EU en 2006 à 4 725 millions de \$ EU à fin 2007, et représentait 645 % du PIB. La situation de la dette extérieure par rapport aux exportations s'est également améliorée, reflétant l'amélioration relative de la base d'exportations au cours de l'année considérée. Ces indicateurs montrent clairement que la position de la dette extérieure du Liberia est très peu soutenable. Il convient de souligner que la position de la dette extérieure d'un

pays est généralement jugée soutenable si les paiements prévus au titre du service de la dette sont inférieurs à 25 % des exportations de biens et services et si le ratio net dette/exportations est inférieur à 250 %.

Tableau 3.23 : SOUTENABILITE DE LA DETTE EXTERIEURE

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dettes extérieures/PIB	479,7	665,3	571,6	543,9	507,7	645
Dettes extérieures/exportations de biens et services	1522,9	2657,4	2899,9	2379,8	2030,0	
Service de la dette extérieures/exportations de biens et services	47,9	6,9	81,0	76,6	74,9	
Service de la dette extérieures/PIB	15,1	16,8	16,0	17,5	18,7	

Sources : BCL, FMI

1.4 Secteur monétaire

En 2007, la politique monétaire a visé à contenir l'inflation en maintenant un taux de change stable. La Banque centrale a pris un certain nombre de mesures en vue de renforcer le cadre de la politique monétaire, notamment la mise sur pied d'un comité de gestion de la monnaie et de révision des politiques dont la responsabilité première consiste à orienter les décisions de politique et à superviser régulièrement les ventes aux enchères bihebdomadaires de devises.

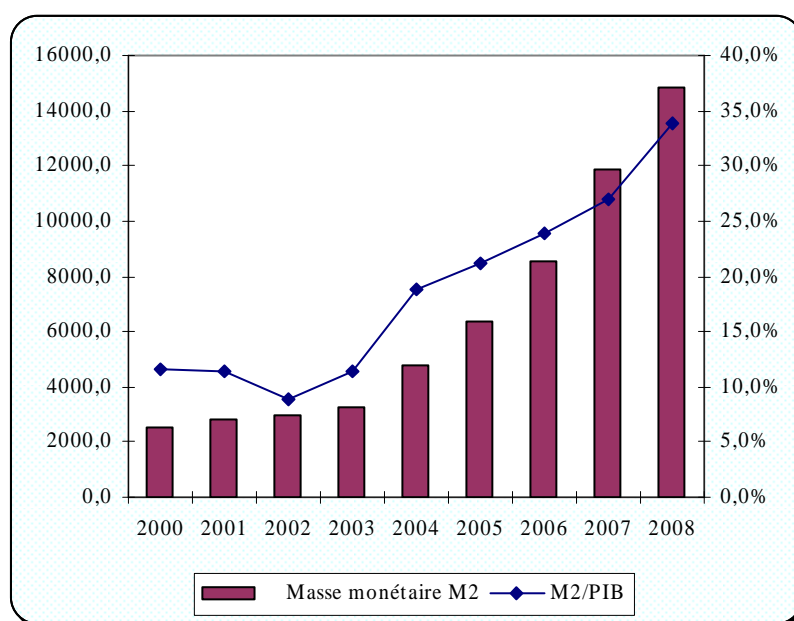
A la différence de l'objectif de la stabilité macroéconomique, la Banque centrale du Liberia a poursuivi sa politique monétaire expansionniste récente visant à satisfaire les besoins de développement de l'infrastructure dans le pays. La base monétaire, le but intermédiaire de la Banque centrale, a crû de 26,7 %, contre un taux de croissance de 30,9 % enregistré en 2006. La monnaie au sens large a crû également de 40,1 %, contre 34,4 % au cours de l'année précédente. Toutes les composantes de la masse monétaire ont enregistré des augmentations considérables, la monnaie en circulation et les dépôts à vue ayant augmenté, de 27,7 % et de 39,5 %, respectivement. L'augmentation considérable des dépôts à vue reflétait la confiance croissante du secteur privé dans le système bancaire, suite au rétablissement de la paix et de la sécurité.

Tableau 3.24 : Croissance et agrégats monétaires (2003-08)

Agrégats	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Base monétaire	8,9	62,3	27,1	30,9	26,7	20,6
Monnaie au sens large (M2+)	8,3	49,3	35,7	34,4	40,1	23,2
Monnaie au sens étroit (M1)	14,0	38,3	30,7	35,9	33,6	21,7
Circulation fiduciaire	24,8	34,6	23,6	22,1	27,7	20,2
Dépôts à vue	5,5	41,8	37,0	47,0	39,5	23,2
Quasi-monnaie	-17,0	116,2	55,3	29,3	61,7	26,23

Sources : BCL, FMI

La croissance de la masse monétaire a été favorisée essentiellement par les activités des banques de dépôt, ce qui s'est traduit par une augmentation de 45,7 % de leurs créances sur le secteur privé, contre une progression de 18,3 % en 2006. Les créances nettes sur l'Etat et les institutions publiques, bien que représentant 95,5 % des avoirs intérieurs nets du système bancaire, ont augmenté légèrement de 0,5 %, contre 10,3 % en 2006. Les crédits ont été canalisés vers l'agriculture, les mines et carrières, le bâtiment, le transport et les communications. Par ailleurs, le passif net en devises du système bancaire s'est amélioré de 8,8 %, passant à 44,9 milliards de \$ EU.

Graphique 3.59 : Evolution de la masse monétaire

Sources : CBL et FMI

Le taux d'épargne moyen a reculé de 45 points de base pour s'établir à 3,6 %, tandis que le taux débiteur moyen a également chuté de 60 points de base, passant à 15,3 %. Cependant, la marge entre le taux de l'épargne et le taux débiteur est demeurée élevée.

2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

En 2007, la performance du Liberia au titre de la convergence macroéconomique est demeurée la même qu'en 2006. Le pays a maintenu les deux objectifs en ce qui concerne le déficit budgétaire et le financement du déficit budgétaire par la banque centrale et rempli les critères secondaires au titre de la masse salariale et de la stabilité du taux de change réel.

Tableau 3.25: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU LIBERIA

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*	
Critères de premier rang:											
i)	Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	0,9	1,9	1,0	3,7	4,4	0,9	-3,0	3,4	2,0
ii)	Taux d'inflation	≤ 5%	3,2	19,4	11,1	5,0	16,1	7,0	8,9	11,7	10,5
iii)	Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv)	Reserves brutes de change	≥ 6 mois Imports	3,6	2,6	0,0	-0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Critères de second rang											
i)	Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	13,7	11,4	10,7	6,4	9,2	14,7	13,2	12,6	12,5
ii)	Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	24,8	29,0	19,1	26,4	39,0	55,8	36,4	35,7	35,2
iii)	Investissements interres/Recettes	≥ 20% RF	39,6	46,1	47,3	0,0	25,6	15,7	8,3	7,0	12,5
iv)	Taux d'intérêt réel	> 0	2,6	-13,7	-5,4	-0,6	-11,4	-3,9	-6,2	-9,1	-8,2
v)	Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-0,5	-23,2	-30,1	-7,2	-14,2	-3,1	-4,6	2,5	2,7
Nombre de critères respectés			7	4	4	4	2	3	3	3	3

Sources : BCL, FMI et AMAO

Compte tenu du maintien de deux critères, tel qu'indiqué ci-dessus, et de l'amélioration relative de la position budgétaire et des réserves extérieures brutes, la performance du pays au titre des critères primaires a été généralement satisfaisante. Le déficit budgétaire, en 2007, s'élevait à 3,4 %, restant ainsi dans les limites requises, contre un excédent de 2,5 % au cours de l'année précédente. L'adoption de la politique de budget de trésorerie a écarté la nécessité de l'intervention de la banque centrale, ce qui a permis de réaliser cet objectif systématiquement. Cependant, l'inflation a légèrement crû, s'établissant tout juste au dessus du niveau maximum de 5 %. Les réserves extérieures brutes sont

demeurées faibles en 2007, s'établissant à 1,5 mois de couverture des importations, contre un 1 mois en 2006.

La performance au titre des critères secondaires était également encourageante. Les recettes fiscales ont crû de 5,9 points de pourcentage, passant à 19,13 %, reflétant le résultat positif des importantes réformes structurelles mises en route depuis 2006. La masse salariale, qui a crû en 2004, suite à la reprise du paiement des salaires et émoluments, s'est considérablement ralentie, par la suite, passant de 40,12 % en 2006 à 29 % des recettes fiscales, atteignant ainsi l'objectif maximum de 35 %. Cependant, le niveau des investissements publics financés par les sources internes, bien qu'il soit passé de 7,8 en 2006 à 11,5 en 2007, l'indicateur est nettement en deçà de l'objectif requis. Le taux d'inflation relativement élevé a contribué à la prévalence de taux d'intérêt réels négatifs. En utilisant l'année 2000 comme année de référence et une fourchette de fluctuation de ± 10 %, le taux de change effectif a été stable en 2007.

3 Perspectives pour 2008

Le nouveau gouvernement, qui a pris fonction en janvier 2006, a mis en place un cadre stratégique axé sur quatre piliers stratégiques (la sécurité, la relance de l'économie, l'infrastructure et les services de base, l'adoption de politiques macroéconomiques prudentes) en vue de relever les défis économiques redoutables. Le principal élément de ce cadre consistait à assurer la reconstruction des principaux institutions et organismes publics de recouvrement des recettes, mettre en place un processus budgétaire opérationnel et assurer la relance des exportations. Ces politiques ont commencé à porter leurs fruits, en particulier dans les secteurs secondaire et tertiaire, y compris la mise en oeuvre de politiques macroéconomiques prudentes.

L'engagement à l'égard des politiques pertinentes contribuera à maintenir le niveau de l'activité économique, à mesure que les autorités consolident la paix et l'environnement sécuritaire. Les projections indiquent que l'économie enregistrera une croissance de 9,6 % en 2008, qui sera induite par l'accroissement des activités des donateurs et la reconstruction des secteurs de l'industrie manufacturière et des services.

Compte tenu de la nécessité d'assurer une croissance plus forte et d'accélérer le rythme du développement, les autorités devraient prendre les mesures nécessaires afin d'éviter une accélération éventuelle des poussées inflationnistes. La politique monétaire expansionniste adoptée ces dernières années en vue de favoriser la mise en oeuvre du programme de relance économique et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement nécessiterait que l'on éponge l'excédent de liquidité, en temps opportun, à mesure que la demande globale et le niveau de l'emploi augmentent. L'absence de bons du Trésor pour effectuer des opérations de marché ouvert et d'outils de politique monétaire appropriés constituerait une contrainte pour la gestion efficace de la trésorerie en 2008 et au cours des années à venir.

En dépit de l'évolution de la situation susmentionnée, les projections indiquent que les poussées inflationnistes reculeraient pour s'établir à 9,5 % d'ici à fin 2008, contre deux chiffres à fin 2007. Cependant, l'accroissement du niveau de l'activité économique pourrait saper la réalisation de cet objectif si le taux d'accroissement n'est pas planifié de manière judicieuse. L'accroissement des flux de ressources des donateurs et des investissements directs étrangers contribuerait également à réduire la pression sur la balance des paiements. L'on s'attend à ce que les taux d'intérêt baissent davantage en l'absence d'opérations du marché ouvert et d'emprunt de l'Etat auprès du secteur privé, à mesure que des efforts sont déployés en vue d'assurer la relance des activités d'investissement. Cependant, compte tenu de la baisse des taux d'intérêt et du niveau d'inflation encore élevé, les taux d'intérêt réels

demeuraient négatifs, ce qui pourrait constituer un risque de ralentissement de la croissance potentielle de la production.

Ceteris paribus, l'amélioration de la performance au titre de la convergence macroéconomique déclinera, car le pays ne réalisera que trois (3) en 2008. L'amélioration de la situation budgétaire appuiera la réalisation des critères primaires au titre du déficit budgétaire et du financement du déficit, ainsi que les repères secondaires relatifs aux recettes fiscales et à la masse salariale. Bien que l'on s'attende à ce que le taux d'inflation baisse en 2008, l'objectif de 5 % requis pourrait ne pas être atteint. Les taux d'intérêt réels négatifs pourraient persister tandis que les réserves extérieures brutes chuteront à 1 mois d'importations.

4 Conclusion et recommandations

Le Liberia est confronté à de nombreux problèmes économiques, qui vont de la faiblesse de l'infrastructure physique à l'insuffisance des recettes, qui augmentent néanmoins, en passant par une forte demande de dépenses, une position non soutenable de la dette extérieure, la faiblesse du système financier qui dispose de peu d'outils de politique monétaire, les contraintes liées à la balance des paiements, la faiblesse de la capacité de génération de devises. En dépit de ces contraintes, le Gouvernement du Liberia sera appelé à améliorer l'efficacité de son programme de restructuration et de reconstruction afin d'accélérer le rythme de redressement de l'économie. Selon la disponibilité d'une assistance technique et financière suffisante, le Gouvernement du Liberia pourrait prendre en considération les questions suivantes dans le cadre de ses programmes de reconstruction et de développement :

1. assurer la restructuration du secteur financier en vue de renforcer l'efficacité de son rôle d'intermédiation pour l'accélération du rythme de développement ;
2. introduire des instruments de politique monétaire et un mécanisme afin d'assurer de suivi approprié et d'éponger l'excédent de liquidité ;
3. créer des emplois en mettant sur pied des industries familiales afin d'assurer la réinsertion des populations déplacées qui doivent apporter leur contribution au développement de l'économie ;
4. reconstruire l'infrastructure économique, à titre prioritaire, en vue d'appuyer la relance de l'activité économique ;
5. renforcer le système de recouvrement des recettes en maintenant sa capacité de mobilisation ; et introduire les objectifs de convergence dans les budgets pluriannuels, à mesure que les fondamentaux macroéconomiques s'améliorent ;
6. renforcer les stratégies de développement national en améliorant l'alignement du soutien des donateurs sur les priorités nationales afin d'accroître la crédibilité du budget en tant qu'outil de gestion et d'allocation des ressources ;
7. utiliser les cadres d'évaluation de la performance et un système d'établissement de rapport plus économique et axé sur les résultats.